

Document

Bruxelles fixe les dates butoirs pour la réduction des déficits (12.11)

Reuters - 10.11.2009

La Commission européenne a fixé mercredi entre 2012 et 2015 les dates butoirs pour la réduction des déficits budgétaires de 13 pays membres de l'Union sous le seuil de 3% fixé par le Pacte de stabilité et de croissance.

Cette annonce intervient après l'accord conclu mardi entre les ministres des Finances des 27 pour entamer en 2011 au plus tard le retrait des mesures de soutien budgétaire à l'activité économique, afin de laisser à la reprise le temps de s'installer.

Le commissaire aux Affaires économiques et monétaires, Joaquin Almunia, a déclaré que la réduction des déficits, creusés par la crise économique, était nécessaire pour prévenir une hausse des taux d'intérêt à long terme qui ferait augmenter le coût du service de la dette pour les pays membres.

"Je suis convaincu que les délais proposés aujourd'hui sont appropriés et réalistes", a-t-il déclaré dans un communiqué.

La Commission prévoit que le déficit budgétaire cumulé de la zone euro représentera 6,4% du produit intérieur brut (PIB) cette année et 6,9% l'an prochain, contre 2,0% en 2008. La dette publique des Seize devrait parallèlement atteindre 78,2% du PIB cette année, 84% en 2010 et 88,2% en 2011.

La Commission a donné jusqu'à 2013 à l'Allemagne, la France, l'Espagne, l'Autriche, les Pays-Bas, la République tchèque, la Slovaquie, la Slovénie et le Portugal pour ramener leurs déficits sous le seuil de 3%

2013 "FORT PEU RÉALISTE" POUR PARIS

Les dates prévues pour la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et l'Espagne leur donnent un an supplémentaire par rapport au calendrier prévu jusqu'à présent. Mais ce délai ne suffit pas à satisfaire certains des pays concernés, à commencer par Paris.

La ministre française de l'Economie, Christine Lagarde, avait ainsi déclaré mardi à des journalistes: "J'ai dit à mes collègues européens et j'ai dit à la Commission européenne que ramener le déficit français en-dessous de 3% en 2013 serait extraordinairement difficile et me paraissait fort peu réaliste."

Le Premier ministre, François Fillon, a annoncé vouloir ramener le déficit sous les 3% du PIB en 2014, ce qui impliquerait déjà selon lui une réduction des dépenses plus importante qu'envisagé jusqu'alors.

De son côté, le gouvernement allemand a assuré mardi qu'il ramènerait le déficit sous 3% en 2013.

Joaquin Almunia a souligné lors d'une conférence de presse l'importance de la coordination des politiques budgétaires allemande et française.

"Cela ne veut pas dire que la France doit avoir exactement la même politique que l'Allemagne (...) mais que les deux économies doivent veiller à la cohérence de leurs stratégies économiques et budgétaires respectives car, si ce n'est pas le cas, la coordination des politiques économiques et de la gouvernance économique en Europe est impossible", a-t-il ajouté.

LA GRÈCE MONTRÉE DU DOIGT

L'Italie et la Belgique sont censées parvenir sous la barre des 3% de déficit dès 2012, l'Irlande en 2014 et la Grande-Bretagne sur l'exercice budgétaire 2014-2015.

Pour atteindre ces objectifs, qui devront être approuvés par les ministres des Finances de l'Union lors de leurs réunions des 1er et 2 décembre, les gouvernements devront engager dès l'an prochain d'importants efforts de rigueur budgétaire.

La Commission demande ainsi à l'Allemagne et l'Italie de réduire leurs déficits d'un demi-point de PIB par an et ce rythme est censé atteindre 1,25 point pour la France, 1,75 point pour l'Espagne et la Grande-Bretagne et deux points par an pour l'Irlande.

L'année supplémentaire accordée à Paris, Londres, Dublin et Madrid résulte du fait que la Commission considère que les quatre pays ont engagé une "action suivie d'effets" pour réduire leurs déficits après les recommandations formulées par Bruxelles en avril.

L'exécutif estime en revanche que la Grèce, dont le déficit devrait dépasser 12% cette année, n'a pas entrepris une telle action. Et cela justifie à ses yeux de durcir la procédure pour déficit excessif ouverte à l'encontre Athènes, qui ne se trouverait plus qu'à un échelon des sanctions financières prévues par les règles communautaires.

Joaquin Almunia a précisé que la Commission proposerait d'ici deux ou trois mois une date butoir pour la réduction du déficit grec. Il a ajouté que celui-ci n'était pas seulement un problème pour les Grecs, mais pour l'ensemble des pays utilisant l'euro.

"Il s'agit d'une question d'intérêt commun pour la zone euro", a-t-il dit.

A Athènes, le ministre grec des Finances, George Papaconstantinou, a déclaré que le gouvernement était déterminé à restaurer la crédibilité des statistiques économiques nationales et à réduire le déficit.

"Nous ne souscrivons pas aux prévisions de la Commission européenne selon lesquelles le déficit (grec) dépassera 12% au cours des prochaines années", a-t-il dit. "Nous sommes en train de changer de politique et cela se reflètera dans les prochains budgets."